



Collectif **HARPE**

Haro sur les Antennes- Relais :  
Protégeons nos Enfants



Groupe Scolaire St-Lubin

- Communiqué de PRESSE du 23 10 2006 -

## **Les Antennes Relais d'ORANGE à CHEVREUSE, SEULS CONTRE TOUS !!!**

### **3 représentants de parents face à 12 personnes représentant les pouvoirs publics et l'opérateur !!**

Une **réunion de concertation avec l'opérateur ORANGE** concernant les antennes de téléphonie mobile face au groupe scolaire St-Lubin s'est déroulée ce lundi 23 octobre 2006 de 14 heures à **16h30**, en mairie de Chevreuse.

Cette réunion arrive après les évènements suivants :

- Une mobilisation de parents depuis novembre 2005, bientôt un an !!
- Un débat public contradictoire en date du 15 juin 2006, suite auquel le **conseil municipal** de la ville délibère à l'unanimité et **demande à l'opérateur ORANGE de retirer ses antennes** avant la rentrée 2006-2007 ;
- Un boycott, suivi à plus de 70%, des écoles maternelle et primaire, le 14 octobre 2006 ;
- Une manifestation du groupe scolaire à la mairie de Chevreuse, ayant réuni plus de 200 personnes ;

L'ensemble de ces actions ayant été largement rapportées par la presse écrite et média. (**France 3, Journal Télévisé, Le Parisien, les Nouvelles, Radio France Bleue**).

Les représentants de parents et du collectif Harpe se sont retrouvés face à :

- Mr le Maire, qui a refusé la présence des représentants du CRIIREM et de l'association Nationale Robin des Toits, à laquelle ont adhéré la fédération et le collectif depuis un an alors que des personnes non annoncées dans la convocation que nous avons, étaient conviées (députée, 2 représentants du sous préfet au lieu d'un, DDASS, Ministère de l'intérieur et gendarmerie, 3 fonctionnaires de la mairie).

- **Le président du Parc Naturel Régional**, Mr Vandewalle, **annoncé dans la convocation** que nous avons eue, n'était **pas présent ni représenté**, alors que nous pensions que la présence du Parc s'expliquait par la proposition qui allait nous être faite d'un site de substitution.

- Mme xxxxxxxxxxxxxx du groupe ORANGE
- Mr xxxxxxxxxxxxxx, du groupe ORANGE
- Messieurs xxxxxxxx et xxxxxxxxxxxx de la sous-préfecture de Rambouillet
- Mme xxxxxxxxxxxx, du Ministère de l'Intérieur,
- Mr xxxxxxxxxxxx, de la DDASS des Yvelines
- Mme Pécrease, représentée par son assistant
- Mr Pélisset, Mme Levasseur et Mr Lenoir, de la mairie de Chevreuse
- Mr xxxxxxxxxxxx, de la Gendarmerie de Chevreuse.
- Les représentants des Fédérations de parents et du collectif Harpe

Mr le Maire a rappelé qu'à ce jour, les textes étaient appliqués.

Les représentants d'Orange ont rappelé qu'il n'y avait aucun danger à vivre près d'une antenne relais, et que la peur était irrationnelle. Ils ont déclaré qu'ils n'ont trouvé aucun site pour déplacer leurs antennes tout en demandant aux représentants des parents de leur trouver et leur proposer un site !!

Le débat a été verrouillé d'avance. Ils ont au passage, en réponse au représentant de parents, répondu que l'antenne sur le toit de l'école serait moins dangereuse qu'à côté !!

Le représentant de la DDASS, interrogé par les parents sur le rapport de l'IGAS et de l'IGE sur l'expertise menée par l'AFSSE concernant la téléphonie mobile a déclaré que la DDASS n'avait pas de compétences pour juger.

Après deux heures de débats stériles, Mr le Maire ose proposer, pour sortir de la crise, que les représentants des parents choisissent dans une liste un organisme pour effectuer des mesures sur le site de l'école.

Les parents sont consternés.

Comment, après un an de mobilisation, on réunit autant de monde décisionnaire autour d'une table pour émettre, après deux heures de débat, une telle proposition ?

Ils annoncent que les parents, extrêmement mobilisés et prêts à aller jusqu'au bout pour défendre le droit de leurs enfants à la Santé, vont s'engager dans des actions de plus en plus importantes et que la mobilisation va certainement s'amplifier.

Parallèlement, l'enquête sanitaire citoyenne se poursuit et le CRIIREM se chargera d'en publier les conclusions à la presse.

**L'entreprise Orange, se disant citoyenne,  
n'a visiblement pas pris la mesure de l'inquiétude des parents et riverains  
et a raté là une occasion de sortir du conflit.**

Le Collectif Harpe et la Fédération FCPE du groupe scolaire Saint-Lubin

contact, :

[harpechevreuse@wanadoo.fr](mailto:harpechevreuse@wanadoo.fr)